

02 JAN. 2017

Saint Didier au Mont d'Or, le 23 décembre 2016

Vos réf. :

Nos réf. : 1579/MC/TD

Objet : Révision n°1 PLU commune de
LE BIOT

Monsieur le Président
Communauté de communes
du HAUT CHABLAIS
Mairie
74430 LE BIOT

A l'attention de Jean-François BAILLEUX

Monsieur le Président,

Suite à votre courriel émis par votre service Urbanisme daté du 16 novembre 2016 relatif au dossier cité en objet, nous souhaitons émettre quelques remarques sur ce projet :

Règlement – Article 2.N - Occupations et utilisations du sol admises soumises à conditions particulières

Afin de laisser dans la zone N (y compris en secteurs d'intérêt écologique et en corridors écologiques) la possibilité de création d'infrastructures forestières, il nous paraît opportun de compléter les alinéas correspondants comme suit : les constructions et installations, " ainsi que les pistes et routes forestières".

Par ailleurs, il est indispensable que toute création de lotissement ou tout aménagement de zones artisanales ne bloquent pas l'accès aux massifs forestiers, sauf à prévoir la réalisation d'un nouvel accès aussi fonctionnel à la forêt. Les OAP 2 et 3 doivent donc prendre en compte les possibilités d'exploitation et de sortie des bois des parcelles forestières situées à proximité, afin de permettre la gestion du massif.

Secteurs d'intérêt écologique

Nous demandons à ce que le PLU n'introduise pas de mesures supplémentaires constituant un frein à la gestion et l'exploitation forestière durables (y compris la desserte) des forêts privés de ces secteurs d'intérêt écologique.

Continuités écologiques et autres protections

NB : les articles L 151-19 et L 151-23 (ex article L123.1.5) permettent d'identifier des éléments du paysage et sites à protéger « *pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique* », ainsi que « *pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 (pas de modification d'affectation du sol, pas de défrichement) et L. 421-4* » (listes des cas où pas de déclaration préalable pour coupes et abattages d'arbres).

☞ Dans les secteurs d'intérêt écologique et les corridors écologiques, l'article 2.N précise :

Sont admis : « les coupes, abattages d'arbres et défrichements à condition qu'ils ne soient pas situés dans les ESPACES BOISES CLASSES sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte au milieu naturel et aux fonctionnalités écologiques, (...)»

Ce type de prescription, par ailleurs relativement floue, n'a pas à figurer dans un PLU, lequel n'a pas vocation à définir le choix de modes de gestion forestière.

En conséquence, le CRPF émet un **avis favorable sous réserve** de la prise en compte de ces quelques éléments.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,



Bruno de JERPHANION